



Dessin : Abidin Dino

Une indépendance singulière

Des « capitulations » ...

Les relations diplomatiques entretenues par la Turquie avec la France remontent au XVI^e siècle, au moment où le royaume de François I^{er} est mis en difficulté par le roi d'Espagne Charles Quint. Désireux de gagner l'aide du puissant Soliman le Magnifique, le roi de France obtient en 1536 la signature des premières « capitulations » : celles-ci accordent d'importants privilèges commerciaux à ses sujets. Quatre siècles plus tard, en 1923 à Lausanne, ces mêmes « capitulations » font l'objet d'âpres négociations entre les pays de l'Entente et la délégation turque. Pourtant, deux ans plus tôt, la France signait le traité d'Ankara le 20 octobre 1921 : elle avait été le premier pays de l'Entente à reconnaître le nouveau gouvernement turc, alors en pleine Guerre d'indépendance. Si ces « capitulations » occupent une place particulière dans l'histoire des relations franco-turques, elles ont aussi et surtout été en partie responsables du déclin puis de la dislocation de l'Empire ottoman, conduisant à la naissance de la Turquie moderne.

Aux XVI^e et XVII^e siècles, l'Empire ottoman est l'une des plus grandes puissances mondiales puisqu'il s'étend sur trois continents, réduisant la Méditerranée à la dimension d'un lac. Mais les « capitulations » contribuent au retard pris par le territoire ottoman : l'exonération de taxes concédée au commerce maritime européen (et notamment à la France) prive l'État d'une grande source de recettes ; et ce commerce étranger étouffe l'expansion du commerce ottoman. Ainsi, pendant que les habitants de l'Anatolie cultivent leur lopin de terre, ils sont forcés de tourner le dos à la mer, et du même coup aux opportunités offertes par les échanges maritimes. Par suite, l'expansion bancaire et financière est freinée, ralentissant le développement industriel. L'Empire ne prend pas le train de la modernisation en marche, souffrant d'un relatif isolement. Les provinces ottomanes sont maintenues dans un état économique proche du féodalisme, alors même que les métropoles concentrent des joyaux sociaux et culturels. Ce lent déclin économique s'accompagne de pertes territoriales importantes, et d'un déclin militaire progressif qui s'achève au début du XX^e siècle. Après les guerres de Libye (1911-1912), les guerres des Balkans (1912-1913) confisquent à l'Empire ottoman ses plus anciennes conquêtes territoriales européennes.

... vers l'indépendance

La participation à la Première Guerre mondiale aux côtés de la Triple Alliance scelle définitivement le funeste destin de l'Empire ottoman en tant qu'État souverain. Le succès de la résistance de son armée, commandée par Mustafa Kemal, permet à l'Empire de faire face aux assauts de l'armada franco-britannique aux Dardanelles. Mais les Ottomans subissent indéniablement de lourdes pertes, notamment territoriales (au Moyen-Orient : Jérusalem, Syrie, Liban, Irak, péninsule arabique, etc). Pis encore, ce qui reste de l'Anatolie est occupé dès 1918 par les Alliés. L'armistice de Moudros, signé en octobre 1918, permet aux forces de l'Entente de débarquer à İstanbul et d'avancer progressivement en Anatolie. Les Grecs, soutenus par les Britanniques, débarquent à İzmir le 15 mai 1919 et avancent rapidement vers l'intérieur du littoral égéen. Alors qu'İstanbul est occupée par les armées alliées, la France occupe le sud-est du pays et l'Italie la région méditerranéenne.

C'est dans ce contexte que Mustafa Kemal prend la décision d'organiser la résistance contre l'occupation. Il quitte İstanbul pour gagner Samsun, ville portuaire de la mer Noire, le 19 mai 1919. Puis il se rend à Amasya et proclame par écrit le droit de son pays à se mobiliser pour gagner son indépendance. Désormais hors la loi aux yeux du sultan, et sous le coup d'un ordre d'arrestation par les forces d'occupation, il démissionne de l'armée ottomane pour poursuivre le combat en civil. Après le congrès régional d'Erzurum, se réunit un congrès national à Sivas le 4 septembre 1919. Ses membres vont y rejeter massivement les mandats des pays étrangers ; et de conclure : « Ou bien la mort, ou bien l'indépendance ». En mars 1920, la capitale ottomane İstanbul est entièrement occupée militairement par les Alliés, qui prennent le contrôle du pays, déposant le parlement ottoman de son pouvoir. Le sultan n'est plus qu'une marionnette. Un mois plus tard, le 23 avril 1920, une Grande Assemblée nationale se réunit dans une bourgade du centre de l'Anatolie : Ankara entre dans l'Histoire et l'avenir de la Turquie. Mustafa Kemal est élu président de l'Assemblée, et chef du gouvernement d'Ankara. L'Assemblée adopte un « pacte national », actant la volonté de combattre tout occupant du pays jusqu'à la libération totale. Le traité de Sèvres, établi entre l'Empire ottoman et les Alliés, est signé le 10 août 1920 ; celui-ci ne sera jamais appliqué par les Turcs.

Les conflits s'achèvent sur le front oriental : les accords de paix de Gümrü sont conclus en décembre 1920 avec la République démocratique d'Arménie.

Les Turcs concentrent alors leurs forces sur le front occidental pour combattre l'occupation grecque. Les premiers temps de cette bataille sont difficiles, mais des victoires décisives sont remportées sur les Grecs lors des batailles d'Inönü et de Sakarya. L'assaut final, donné l'année suivante, aboutit à la victoire des Turcs le 30 août 1922. Les troupes du gouvernement d'Ankara entrent à Izmir le 9 septembre de la même année, pour mettre définitivement un terme au conflit armé. Le 11 octobre, un armistice est signé à Mudanya, sur les rives de la mer de Marmara. Les négociations de paix entamées à Lausanne aboutissent à la signature d'un traité en juillet 1923, qui consacre la pleine indépendance de la Turquie, rendant ainsi caduc le traité de Sèvres (et enterrant les fameuses « capitulations »). L'armée turque récupère alors les Dardanelles, la Thrace, et entre triomphalement dans une Istanbul délaissée par les Alliés. Le 29 octobre 1923, la République turque est proclamée, dont Mustafa Kemal devient le premier président, et Ankara la capitale.



Carte représentant Constantinople vue depuis Gallipoli. Probablement produite en 1915 par le journal *Manchester Guardian* au début de la campagne des Dardanelles.

Étoffe colorée, 460 mm x 605 mm © National Library of Australia.

Quelle(s) indépendance(s) ?

Durant la même période, plusieurs autres conflits indépendantistes voient le jour. La troisième guerre anglo-afghane de 1919 jette les bases de la vague de décolonisation qui va agiter la seconde moitié du xx^e siècle ; mais l'Afghanistan n'y reconquiert qu'en partie son indépendance. Le traité anglo-irlandais de 1921 met fin à la domination britannique sur la majorité du territoire irlandais ; mais les violences politiques se poursuivent jusqu'en 1998 avec la période des Troubles. Au Maroc, Abdelkrim tente de fonder une République du Rif moderne, mais celle-ci n'aura existé qu'entre 1921 et 1926. Enfin, parmi les seize nations érigées à partir des ruines de l'Empire ottoman, la Turquie reste la seule à avoir bâti rapidement un État républicain, stable et durable, en rupture avec l'héritage ottoman, mais dont elle a su tirer parti dans ses relations extérieures.

L'indépendance est la principale conséquence de la reconquête nationale turque de 1923, mais celle-ci se manifeste aussi par une série de bouleversements du régime politique turc. La fuite du sultan Mehmet VI en novembre 1922, à bord d'un cuirassé britannique, offre au gouvernement d'Ankara l'opportunité d'abolir le sultanat, pour ne laisser en sursis que le khalifat à la dynastie ottomane (celui-ci sera aboli deux ans plus tard). S'annonce alors une période de profondes réformes pour la Turquie. Bien que celle-ci s'inscrive dans la suite du mouvement de modernisation entamé depuis un siècle avec les *Tanzimat*, la Guerre d'indépendance aura indéniablement été un facteur d'accélération de l'Histoire. Ainsi, Mustafa Kemal Atatürk (il fut désigné « père des Turcs » par l'Assemblée nationale) rédige un nouveau code juridique pour remplacer la charia, et soutient l'adoption de la laïcité. L'alphabet arabe est abandonné au profit de l'alphabet latin, et un programme de lutte contre l'illettrisme est mis en place. Les femmes sont autorisées à voter dès 1930.

La Guerre d'indépendance turque s'impose donc comme le premier véritable succès face aux puissances coloniales de l'époque. Elle a très certainement incité d'autres peuples, notamment au Moyen-Orient, à combattre pour leurs droits.

Se rappeler des luttes indépendantistes du passé est un moyen de rendre hommage à leurs combattants, en même temps que de faire vivre la promesse d'un avenir meilleur pour les peuples opprimés ; car tout comme les Germains terrassèrent sans crier gare les vingt mille soldats de l'Empire romain qui les réduisaient en esclavage, aucune domination ne peut indéfiniment se garder d'être inquiétée.



بوکونکی آپوستول

دونکی آپوستول

قال آپوستول اشترک شکر زک آلمینی کورنجه شکرک رنگنی دیکشدردی .

[De droite à gauche, l'épicier Apostol pendant l'occupation d'Istanbul, puis après la libération]
Revue humoristique *Güleryüz*, 24/05/1921. Coll. François Georgeon.

Programme du centenaire

Spectacle

(9 septembre 2022)

L'ouverture du centenaire se fera avec une interprétation de *L'Épopée de la Guerre d'indépendance*, du poète engagé Nâzım Hikmet

Exposition

(9–16 septembre 2022)

« La caricature pendant la Guerre d'indépendance »,
d'après la collection de François Georgeon

Symposium

(14-15-16 septembre 2022)

Pendant 3 jours, 13 chercheurs se succéderont pour discuter de la Guerre d'indépendance au cours de 15 interventions.

Les orateurs, par ordre d'intervention :

François Georgeon, Paul Dumont, Ahmet Demirel, Alexandre Jevakhoff, Faruk Bilici, Alexandre Toumarkine, Nikos Sigalas, Gözde N. Donat, Deniz Akagül, Fuat Dündar, Timour Muhidine, Rıza Oylum représenté par Yelda Bahtiyar, Cemren Altan

Ouvrages

À l'occasion de ce centenaire paraîtront aux éditions Turquoise cinq ouvrages inédits de littérature et d'histoire, destinés à la jeune génération, aux chercheurs, et à tous ceux à qui l'indépendance parle.

Yaban (« L'Étranger ») de Yakup Kadri Karaosmanoğlu (réédition)
L'Épopée de la guerre d'indépendance (Kuvayı Milliye Destanı) de Nâzım Hikmet
L'Occupation d'Istanbul, 1922 d'Ernest Hemingway
La Guerre d'indépendance turque
Atrocités grecques en Turquie

Détail du symposium

(14-15-16 septembre 2022)

« De la révolution jeune-turque à la Guerre d'indépendance (1908-1920) »

François Georgeon, directeur de recherche émérite au CNRS

Cette communication présentera à grands traits les transformations territoriales, politiques, économiques et sociales qui ont marqué la fin de l'Empire ottoman.

François Georgeon est historien spécialiste de l'Empire ottoman et de la Turquie (XIX^e et XX^e siècles).



« L'Anatolie comme champ de bataille entre 1919 et 1922 »

Paul Dumont, professeur émérite de l'université de Strasbourg

Le 30 octobre 1918 est signé à Moudros, sur l'île de Lemnos, un armistice visant à la suspension des hostilités entre l'Empire ottoman et les pays de l'Entente. Pourtant, c'est une autre lutte qui commence, consacrée par l'histoire sous le nom de Guerre d'indépendance. Le traité d'armistice livre l'Empire ottoman aux appétits des puissances victorieuses. Une grande partie du territoire impérial est occupée, et déjà s'organise son démembrement en États sous mandat. Le Royaume-Uni, la France, l'Italie, et bientôt la Grèce, contrôlent les détroits, les voies ferrées, les ports, les zones stratégiques et espèrent se partager l'Anatolie.

C'est dans ce contexte que la résistance s'organise, d'abord désordonnée, puis rassemblée autour du général Mustafa Kemal, héros national qui s'est notamment illustré dans la défense des Dardanelles (1915). Sous la conduite de ce chef charismatique, le gouvernement anatolien, soutenu à travers le pays par des comités locaux, va se battre, pendant plus de trois ans, sur plusieurs fronts.

Dans le Sud-Est, il affronte les forces françaises débarquées en Cilicie et parvenues jusqu'à Antep et Maraş (1918-1921). Au nord-est, il trouve en face de lui les Arméniens de Géorgie et de la république d'Arménie (1918-1920). Cependant, c'est à l'ouest que la situation est la plus préoccupante. Installée à İzmir en mai 1919, l'administration hellénique œuvre, sans trop s'en cacher, au rattachement de la région au royaume de Grèce. Ce n'est qu'au prix de plusieurs batailles meurtrières (Kütahya, Eskişehir, İnönü, Sakarya, Dumlupınar) que Mustafa Kemal viendra à bout de l'occupation grecque, en septembre 1922.

Il reste à souligner que le gouvernement anatolien a bénéficié, tout au long de la Guerre d'indépendance, de nombreux soutiens, à commencer par ceux du monde de l'islam et de la république des soviets. De même, dès 1919, il a pu compter sur la sympathie de la gauche française et, en Italie, sur celle des libéraux favorables à la cause turque.

Paul Dumont, après un parcours de chercheur au CNRS, est nommé professeur à l'université de Strasbourg. Il y assure la direction du Département d'études turques durant près d'un quart de siècle. De 1999 à 2003, il dirige également l'Institut français d'études anatoliennes à İstanbul. (Voir la bibliographie p. 19.)

« La première assemblée républicaine après un siècle »

Ahmet Demirel, professeur à l'université de Marmara

La Première Grande Assemblée nationale a été fondée le 23 avril 1920, et le mandat aura duré jusqu'en 1923. Elle a non seulement conduit et dirigé la Guerre d'indépendance, mais elle a aussi jeté les bases de la future république de Turquie. On peut s'interroger sur la façon dont le fonctionnement et les activités de cette assemblée furent ou non le reflet des ambitions initiales de ses dirigeants. C'est pourquoi toutes les étapes et toutes les dimensions de ce processus de transition vers la république doivent être discutées.

La Constitution de 1921 fut élaborée par le Parlement, et permit de dessiner le cadre du régime (ses lois fondamentales) : mode de désignation des ministres, commandement suprême, réglementation des tribunaux de l'Indépendance, pouvoirs et responsabilités des ministres, libertés et droits fondamentaux du peuple, relations entre le législatif et l'exécutif, union ou séparation des pouvoirs...

Mustafa Kemal s'est progressivement imposé en tant que leader politique au parlement, au sein duquel un mouvement d'opposition a émergé et s'est développé. C'est pourquoi les positions défendues par le futur Atatürk sont autant de questions fondamentales dont il faut discuter.

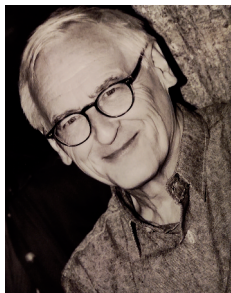
Ahmet Demirel naît en 1957 à Trabzon. Il est diplômé de sciences politiques en 1980 à l'université Boğaziçi, faculté des sciences administratives. Dès 1981, il est coordinateur de la « section structure socio-économique » de l'*Ansiklopedi Yurt*. Il poursuit ses études à l'Institut des sciences sociales, où il soutient son doctorat en 1993. Il a travaillé pour diverses organisations médiatiques, sociétés de marché et d'opinion publique. Il est actuellement chargé de cours au Département de sciences politiques et de relations internationales de l'université de Marmara, et poursuit ses travaux sur l'histoire politique récente de la Turquie. Parmi ses publications aux éditions İletişim : *Birinci Mecliste Muhalefet : İkinci Grup* 1994 ; *Ali Şükrü Bey'in Tan Gazetesi*, 1996 ; *İlk Meclis'in Vekilleri : Milli Mücadele Döneminde Seçimler*, 2010 ; *Tek Partinin Yükselişi*, 2012, *Tek Partinin İktidarı : Türkiye'de Seçimler ve Siyaset (1923-1946)*, 2013. Publications aux éditions YKY : *İsmet İnönü. Defterler (1919-1973)*, 2001 ; *Nihat Erim. Günlükler (1925-1979)*, 2005.

« Enjeux politiques et militaires de la Guerre d'indépendance »

Alexandre Jevakhoff, historien

Du traité de Sèvres (1920) à celui de Lausanne (1923), la Guerre d'indépendance turque bouleverse les rapports entre la Turquie et les Alliés, vainqueurs de la Première Guerre mondiale (Grande-Bretagne, France, Italie, Grèce). Conduite sous l'égide de Mustafa Kemal, la Guerre d'indépendance se joue autant sur le terrain militaire que sur la scène politique intérieure et extérieure : c'est l'occasion pour le maître d'Ankara de montrer qu'il est plus qu'un simple officier.

Alexandre Jevakhoff, ancien élève de l'ENA, travaille comme haut fonctionnaire dans différents cabinets ministériels. Il devient président du Comité France-



Turquie, président d'honneur du Cercle de la Marine impériale russe, et membre des conseils d'administration de la *Revue Défense nationale* et de l'Association des écrivains combattants. Parmi ses ouvrages, on citera : *Les Russes blancs* (2007, 2021) ; *Le Roman des Russes à Paris* (2014) ; *La Guerre civile russe* (2017, 2019) ; *De Gaulle et la Russie* (2022). Il a également rédigé une biographie de Mustafa Kemal Atatürk en 1989 (rééditée en 2021) et est officier de la Légion d'honneur.

Le 6 mars 1920, Mustafa Kemal avant d'arriver à Ankara, avec les paysans d'un village.



« La dimension religieuse de la Guerre d'indépendance turque »

Faruk Bilici, historien et professeur émérite de l'Inalco

La contribution du religieux, au sens conceptuel du terme, au mouvement visant à l'indépendance turque, est l'une des dimensions sur lesquelles les travaux publiés relèvent trop souvent de la spéculation.

Quelles que soient les intentions futures de Mustafa Kemal et de ses compagnons envers le sultanat, le califat et l'islam, il est indéniable que le religieux – islamique, principalement sunnite, et dans une moindre mesure juif – a joué un rôle primordial dans la résistance de la population face aux puissances occupantes. La coopération entre oulémas, confréries, militaires et notables fut un succès stratégique, sachant que l'objectif officiel était de sauver le sultan-calife prisonnier des « infidèles » et avec lui le peuple musulman. Aussi, dans les congrès de résistance organisés à travers les différentes provinces (Thrace, İzmir, Erzurum, Sivas), et même à la Grande Assemblée nationale, la représentation du clergé régulier et séculier fut très importante.

Pendant, ce même religieux, en la personne du sultan-calife, chef du « corps religieux » (Şeyh'ül-islam), et avec le soutien de certains organes de presse, tente de s'opposer à ce mouvement, en utilisant ses institutions, telle la fatwa.

Faruk Bilici est historien, spécialiste de l'Empire ottoman, et professeur émérite à l'Inalco à Paris. Ancien membre de l'Institut français des études anatoliennes d'Istanbul (IFEA) du Centre d'études alexandrines (CeAlex), il a pour principal sujet les relations franco-ottomanes (du XVI^e au XIX^e siècle) et l'histoire de l'Égypte ottomane. Il a dirigé la collection « Bibliothèque turque » chez Actes-Sud-Sindbad, et a codirigé *La Turquie : d'une révolution à l'autre* (Hachette, 2013). Ses deux derniers ouvrages sont : *L'Expédition d'Égypte, Alexandrie et les Ottomans. L'autre histoire* (Alexandrie, Centre d'études alexandrines, 2017) et *Le Canal de Suez et l'Empire ottoman* (Paris, CNRS Éditions, 2019).



« L'internationalisation de la question des “atrocités” grecques en 1919 : la Commission d'enquête interalliée, ses méthodes et ses enjeux »
Alexandre Toumarkine, professeur à l'Inalco

Les violences perpétrées contre la population civile musulmane par le corps expéditionnaire hellène, avec parfois l'aide de la population grecque (rum) de l'Empire, ont pu être observées à partir de son débarquement à İzmir à la mi-mai 1919. Elles ont continué jusqu'à la fin de l'été 1922, soit à la fin de la guerre turco-grecque, et ont été particulièrement documentées, pour les premiers mois, dans le cadre de la Commission d'enquête interalliée constituée à la suite d'une protestation du Şeyh'ül-islam ottoman, ensuite alimentée par des rapports du même cercle ottoman dénonçant les « atrocités grecques ». L'institution et le travail de cette commission, qui chercha à établir les faits et à désigner les responsables de ces violences, mais également le positionnement ottoman face à celle-ci, seront analysés dans un triple cadre : celui de la longue histoire de ces commissions apparues dans les années 1860 dans l'Empire ottoman ; celui de la Conférence de la paix et de la diffusion du wilsonisme américain comme principe destiné à fonder un nouvel ordre international au Moyen-Orient ; et enfin celui de l'utilisation de ce wilsonisme par les acteurs politiques locaux, dans le cadre de la confrontation entre Alliés vainqueurs et pouvoirs ottomans, mais également dans celui des conflits internes entre Alliés.

Alexandre Toumarkine est professeur à l'Inalco, membre du Cermom (associé au Cetobac de l'EHESS) et spécialiste de l'histoire et de la société turque contemporaine. Il est coresponsable du programme ANR « Shatterzone. Violences exterminatrices aux marges des empires ». Sa recherche porte sur la « guerre de dix ans » (1912-1922) – son histoire, sa mémoire et son historiographie. Il a récemment coédité, avec M. Beşikçi et S. A. Somel, l'ouvrage *Not All Quiet on the Ottoman Fronts: Neglected Perspectives on a Global War. 1914-1918* (éd. Orient Institut İstanbul, Ergon Verlag, Baden-Baden, 2020). Et plus récemment : « Les traités de Sèvres et de Lausanne à partir d'une perspective turque. La peur de la revanche des minorités », in I. Richefort et I. Nathan, in *Sorties de guerre (1918-1923)*. État des sources (Direction des archives – Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, CHTS, 2021, p. 121-133). Il prépare actuellement, en collaboration avec C. Drieu et C. Mouradian, la publication d'un ouvrage sur le front du Caucase de 1914 à 1922.

« Les violences grecques en Anatolie occidentale au prisme du régime d'occupation (1919-1922) »

Nikos Sigalas, professeur à l'université de Patras

L'armée grecque a infligé des violences aux populations musulmanes durant son occupation de l'Anatolie occidentale. Connues notamment par des publications de propagande turque, ces violences sont également attestées par des archives en turc ottoman, en grec, et par des ouvrages publiés par des observateurs occidentaux. Mais elles ont rarement été l'objet de recherches et de publications académiques. Leur géographie et leur chronologie précises restent à déterminer. Il en est de même de leur mécanisme. Car cette violence, qui scandalise jusqu'aux soldats, officiers et fonctionnaires grecs qui en font état, contredit les buts que l'occupation grecque s'est officiellement donnés : le maintien de l'ordre pour le compte des alliés de l'Entente. L'étude du mécanisme de ces violences en dit long sur les contradictions de ce régime d'occupation, légitimé aussi bien par son rôle « civilisateur » et la modernité de son appareil bureaucratique, que par un nationalisme farouche que ce même appareil avait du mal à contrôler.

Nikos Sigalas est membre associé du Cetobac. Il est également membre du programme ANR « Shatterzone. Violences exterminatrices aux marges des empires ». Son travail porte sur la guerre, l'occupation militaire et le nationalisme, ainsi que sur l'histoire des concepts politiques et la construction de l'État. Il a récemment publié : « And Every Language that Has Been Voiced Became a Millet. A Genealogy of the Late Ottoman Millet », in *Die Welt des Islams*, vol. 62, n° 3, 2022 ; « How the Displacement of Giresun's Romei has been Avoided: An Inquiry about the Politics of the Rear Front, the State and Society during World War I », in Mehmet Beşikçi, Selçuk Akşin Somel, et Alexandre Toumarkine (dir.), *Not All Quiet on the Ottoman Fronts : Neglected Perspectives on a Global War. 1914-1918*, éd. Orient-Institute İstanbul, Ergon Verlag, Baden-Baden, 2020, p. 165-197 ; et enfin « La Teşkilat-ı Mahsusa sur le front du Caucase (août 1914-mars 1915). De la politique du front vers la politique de l'arrière-front : prélude au génocide », in Hamit Bozarslan (dir.) *Marges et pouvoir dans l'espace (post-)ottoman XIX^e - XX^e siècles*, Karthala, 2018, p. 123-157.

« Une analyse socio-politique des courants de gauche pendant la Guerre d'indépendance : le cas de l'Armée verte (Yeşil Ordu) »
Gözde Nur Donat, diplômée de l'Inalco

Dans le même temps qu'un parlement s'établit à Ankara en 1920, le groupe socialiste Yeşil Ordu, « l'Armée verte », voit le jour. La fondation socialiste du groupe cherche ses justifications dans la religion musulmane, pour qui la couleur verte est sacrée. Cette « armée » avait vocation à unir le peuple d'Anatolie autour d'une lutte nationale : une tâche difficile au vu des longues périodes de guerre.

Parmi les faits intrigants figurent l'accapement du discours et de l'organisation socialistes par les partisans du Comité union et progrès (CUP), pouvoir absolu dans l'Empire à partir de 1913. Après avoir lutté contre le socialisme avant la révolution de 1908, le CUP se donne pour nouvel objectif de prendre les rênes de la guerre contre l'occupation. Le Comité, qui voit dans la Russie soviétique un appui possible pour ses projets impérialistes et turquistes, tend la main à l'URSS, le socialisme ayant permis de mobiliser les peuples d'Asie centrale et du Caucase.

Par ailleurs, une analyse complète de l'Armée verte impose de connaître les interactions entre le CUP et les courants socialistes dans les Balkans, à İstanbul et en Anatolie, avant 1908. L'économie politique nationale et solidaire du CUP, dont l'idée principale était de créer une bourgeoisie musulmane dans l'Empire, donne à voir quel type d'alternative propose l'Armée verte face aux autres courants socialistes pendant la Guerre de libération.



Gözde Nur Donat, ancienne journaliste en Turquie, a fait porter son mémoire de master sur les courants socialistes populaires turcophones et musulmans dans la dernière période de l'Empire ottoman, et pendant la Guerre d'indépendance.

« De l'économie de guerre à la reconquête de la souveraineté économique » *Deniz Akagül, maître de conférences à l'université de Lille*

La fin de la Première Guerre mondiale a constitué, pour l'Empire ottoman, la fin d'un long processus de perte de souveraineté. D'abord d'un point de vue économique, avec la mise en place de l'Administration de la dette publique ottomane (ADPO) après la capitulation ; puis d'un point de vue politique, avec la signature du traité de Sèvres. En menant la Guerre d'indépendance, les kémalistes ont tenté de rebrousser chemin, avec l'objectif de recouvrer une souveraineté à la fois économique, par voie diplomatique, et politique, par les armes.

Ainsi l'économie de guerre a-t-elle représenté un coût très important. Et même si l'issue d'un conflit armé ne dépend pas uniquement des rapports de force économiques, les ressources engagées par le versant turc permettent d'apprécier l'effort de guerre. Effort qui fut poursuivi par la jeune République turque pendant les décennies suivantes, de manière à compenser la difficile liquidation de la dette ottomane par l'épargne du pays. Finalement, si la victoire de l'indépendance turque a permis d'atténuer le « syndrome de Sèvres », ses conséquences affaiblirent aussi l'historique « syndrome des capitulations ».



Deniz Akagül est maître de conférences en économie à l'université de Lille, où il enseigne depuis 1986. Ses recherches portent sur l'économie turque et les relations turco-européennes. Il a publié *L'Europe avec ou sans la Turquie* avec Semih Vaner (2005), et *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, avec Ali Kazancıgil et Faruk Bilici (2013). Il a dirigé l'ouvrage collectif *Configurations économiques dans l'espace post-ottoman* (CNRS éditions, 2014). Enfin, il rédige le chapitre intitulé « Brexit from French Point of View and a

Glance at the Possible Membership of Turkey », in Esen, E., Şekeroğlu, D. (2018). *Opportunities and Threats in European Integration and Turkey-EU-Relations after Brexit* (Peter Lang, 2018). <https://sites.google.com/site/denizakagul/>

« Moscou et Ankara.

La relation entre le gouvernement turc et la Russie »

Alexandre Jevakhoff, historien

L'histoire a opposé depuis longtemps, et à de nombreuses reprises, les Russes aux Ottomans. En sollicitant l'aide de Lénine et de son gouvernement bolchevique, Mustafa Kemal brise donc une tradition, au risque de renforcer l'hostilité des Alliés, naturellement inquiets quant aux ambitions révolutionnaires moscovites. En effet, le chef nationaliste turc joue une partition subtile, entre une aide acceptée et une influence communiste refusée.

Alexandre Jevakhoff, ancien élève de l'ENA, travaille comme haut fonctionnaire dans différents cabinets ministériels. (Voir la biographie complète p. 12.)



23 avril 1920, Ankara :
ouverture de la Grande
Assemblée nationale.

« À l'aube de la Turquie nouvelle.

Le rapprochement entre la France et le gouvernement d'Ankara »

Paul Dumont, professeur émérite de l'université de Strasbourg

En octobre 1921, la France et le gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie signent l'accord d'Ankara, après de sinueuses tractations. La France accepte de se retirer d'une grande partie du sud-est anatolien, quand la résistance turque entérine la mainmise française sur la Syrie. Cet accord jette les bases d'une restauration durable de la connivence franco-turque : la France



semble renoncer au traité de Sèvres (1920). Pourtant, à Lausanne (1923), ses représentants vont négocier pied à pied avec la délégation turque, surtout concernant les questions d'argent. D'autres différends surviendront, car les causes de friction ne manquent pas. Poseront aussi problème la question des écoles catholiques, disséminées à travers l'Anatolie, dont beaucoup devront fermer ; les prises de position de la France en faveur des minorités ; la délimitation des frontières entre la Turquie et les États voisins sous mandat ; et surtout, la question

du sandjak d'Alexandrette, qui s'envenime à partir de 1936. In fine, les deux pays ont su renouer les fils d'une estime mutuelle, en dépit des blessures de la Grande Guerre. Les élites radicales françaises expriment volontiers leur admiration de la révolution kémaliste. La jeune République turque continue de s'inspirer des valeurs et institutions du modèle français, en l'adaptant à ses besoins pour tracer son propre chemin.

Parmi les œuvres de **Paul Dumont** : *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne* (1983, 2006) ; *Du socialisme ottoman à l'internationalisme anatolien* (1998) ; *La Franc-maçonnerie d'obédience française dans l'Empire ottoman. [...] (2013). En collaboration avec Méropi Anastassiadou, il a publié *Les Grecs d'Istanbul et le patriarcat œcuménique au seuil du XXI^e siècle* (2011). (Voir la notice biographique p. 10.)*

« Guerres, traités et déplacements de populations en Anatolie (1913-1923) »
Fuat Dündar, maître de conférences à l'université TOBB-ETÜ d'Ankara

Le processus qui a mené de la chute de l'Empire ottoman à la proclamation de la République turque est examiné, en général, dans une perspective de luttes territoriales, au cours desquelles le succès des combats déterminait les frontières et la transformation du système politique. De fait, la gestion politique de la population a aussi eu de lourdes conséquences : la lutte démographique a peut-être été plus déterminante que la lutte territoriale. Les quatre piliers de la politique ottomane et turque que sont l'islam, l'État, le territoire et la nation jouèrent un rôle important dans la politique démographique des gouvernements ottoman puis turc ; notamment ceux du Comité union et progrès (1913-1918), d'Istanbul (1918-1922) et d'Ankara (1919-1923). Par ailleurs, l'effet des guerres régionales, nationales et internationales (guerres balkaniques, Guerre d'indépendance turque, Première Guerre mondiale) est à prendre avec beaucoup de considération. Tout comme celui des conférences et traités internationaux (Balkans, Sèvres, Lausanne, questions gréco-turque et arménienne). Les quatorze points de Wilson de 1918 (notamment l'autodétermination), fondateurs de la Conférence de la paix, tout comme le traité de Versailles, influencèrent fortement certaines politiques démographiques telles que le Misak-i Milli (Serment national).

Fuat Dündar est maître de conférences à l'université TOBB-ETÜ d'Ankara. Diplômé de l'EHESS à Paris, il a mené ses activités académiques dans plus de dix centres et universités (France, États-Unis, Allemagne et Turquie). Il focalise ses travaux sur la relation population-identité-politique dans l'Empire ottoman, la Turquie moderne et l'Irak. Parmi ses travaux : *İttihat ve Terakki'nin Müslümanları İskân Politikası, 1913-1918* (La politique d'installation des musulmans au Comité union et progrès de 1913-1918), İletişim, 2001 ; *Crime of Numbers : The Role of Statistics in the Armenian Question* (Le crime des nombres : le rôle des statistiques dans la question arménienne), 2010, Routledge ; *British Use of Statistics in the Iraqi Kurdish Question, 1919-1932* (L'utilisation britannique des statistiques dans la question des Kurdes d'Irak entre 1919 et 1923), Brandeis Crown Papers, 2012 ; *Hicret, Dın ü Devlet: Osmanlı Göç Politikası 1856-1908* (Hijra, État, religion : la politique migratoire ottomane entre 1856 et 1908), İletişim, 2022.

« La guerre d'indépendance : aux sources du roman turc »

Timour Muhidine, maître de conférences à l'Inalco

Si le roman en langue turque apparaît dès la fin du XIX^e siècle, la production ottomane se concentre sur la capitale qu'est İstanbul, et le cosmopolitisme qui s'y affiche. Dès 1919, les enjeux changent. Les malheurs de la guerre, l'émergence de nouvelles catégories sociales, et la préoccupation de simplifier la langue appellent l'apparition d'un genre nouveau : le roman national (« mille roman ») qui va accompagner puis dominer les années 1920 et 1930, devenant l'emblème de la renaissance culturelle du pays. La plupart des auteurs de la période, souvent issus des rangs turquistes des années 1910, vont raconter des épisodes de guerre, et tenter d'insuffler un regard critique sur le discours officiel afin de modifier la narration nationale. Cette étape majeure du lien entre littérature d'imagination et réalité historique produit les premiers classiques à usage républicain : Halide Edip Adivar, Yakup Kadri Karaosmanoğlu et Reşat Nuri Güntekin.

Timour Muhidine est né à Koweït en 1959. Il suit des études à Lille, Manchester et Paris, et enseigne actuellement la littérature turque, la traduction et l'histoire culturelle à l'Inalco (Institut national des langues orientales). Spécialiste de la littérature du XX^e siècle, il travaille sur la production de la période de guerre, et en particulier sur les années de l'occupation d'İstanbul (1918-1923), moment majeur de la vie intellectuelle et artistique de la capitale ottomane. Il prépare à ce sujet un ouvrage collectif avec Frederic Hitzel (CNRS éditions, 2023). Ses dernières publications sont des traductions, *Trois Pièces de Karagöz* (Actes Sud, 2015), *Lettres à Taranta-Babu* de Nâzım Hikmet (Emmanuelle Collas éd., 2019) ; et un essai, *İstanbul rive gauche : errances urbaines et bohème turque (1870-1980)* (CNRS éditions, 2019).

« La Guerre d'indépendance dans le cinéma turc »

Présentation animée par *Yelda Bahtiyar*, d'après un texte de *Rıza Oylum*

Ce premier long-métrage date de 1923, année de la fondation de la République turque. Il a pour titre *Ateşten Gömlek* (« La Chemise de feu »), et se veut une adaptation du roman de Halide Edip Adivar. Il a été le premier à mettre en scène une actrice de religion musulmane. Notons au passage que la période du parti unique fut peu productive, à l'exception de quelques films issus de la Seconde Guerre mondiale. Entre les années 1950 et 1970, à l'inverse, de nombreux films sur la Guerre d'indépendance sont nés. Fussent-ils excellemment réalisés, la plupart étaient loin de la réalité historique et mettaient d'abord en exergue le sentiment nationaliste. Lorsque l'on considère l'histoire du cinéma turc de 1923 jusqu'à nos jours, nous devons constater, à notre grande déception, qu'il n'existe aucun film de qualité traitant de ce sujet. Cette remarque est également valable pour les films traitant de Mustafa Kemal Atatürk.



Rıza Oylum est maître de conférences à l'université d'Üsküdar à İstanbul, critique de cinéma et auteur. Après avoir étudié la littérature turque, il s'est orienté vers le cinéma. Oylum a publié plusieurs ouvrages sur le cinéma du monde, parmi lesquels : *Uzakdoğu Sineması* (Le Cinéma d'Extrême-Orient), *Rus Sineması* (Le Cinéma russe), *Alman Sineması* (Le Cinéma allemand), *Ortadoğu Sineması* (Le Cinéma du Moyen-Orient), *İran Sineması* (Le Cinéma d'Iran). Il contribue régulièrement à la *Gazete Duvar*, et est membre du jury de nombreux festivals de cinéma.

Yelda Bahtiyar est doctorante à l'Inalco. Elle mène un travail sur les écrivaines séfarades d'expression turque aux XIX^e et XX^e siècles et s'intéresse particulièrement aux minorités ainsi qu'à la littérature et au cinéma turcs. De 2019 à 2021, elle a dispensé des cours sur la société et la culture de l'Eurasie à l'Inalco et a également enseigné le turc à l'institut Yunus Emre de Paris, étant aussi directrice éditoriale dans une maison d'édition dédiée au cinéma, *Başka Yerler*.

« La peinture, la guerre et le nationalisme en Turquie (1922-1940) »

Cemren Altan, professeur et critique d'art

Les liens entre l'art, la politique culturelle et la mise en place d'une nouvelle république à la suite de la Guerre d'indépendance sont étroits. La transition vers un art figuratif institutionnel, au moment où se crée la nouvelle nation, a pour inspiration et pour raison d'être de donner une expression visuelle à l'expérience de la guerre, et un visage à ses héros, destinés à incarner les citoyens de l'avenir. La possibilité de représentation qu'offre la peinture à partir de l'imaginaire permet aux artistes de mettre l'expression visuelle au service de l'idéologie officielle qui, en retour, leur offre légitimité et reconnaissance, en lien avec les projets de modernisation. Nous allons étudier certaines peintures (œuvres d'İbrahim Çalli et de Halil Dikmen, entre autres), qui représentent diverses facettes choisies par le pouvoir pour illustrer la Guerre d'indépendance, dans la perspective de fonder la nouvelle nation.



Cemren Altan enseigne l'histoire de l'art, et transmet son intérêt pour les recherches sur l'art et la culture à des étudiants français et étrangers (en français et en anglais). Titulaire d'un doctorat en histoire de l'art et d'une maîtrise de sociologie, Cemren Altan a été conduite, de par sa double formation, à développer une approche transversale et pluridisciplinaire de la création artistique. Son activité de recherche porte, d'une part, sur les fonctions politiques et sociales de l'image et sur les rapports entre l'art et la politique culturelle des

États, et, d'autre part, sur les langages artistiques contemporains et le lien entre art et nouvelles technologies en particulier. Parmi ses articles bilingues abordant la question des liens de l'image avec le contexte historique et la politique culturelle figurent : « Populism and Peasant Iconography », *Middle Eastern Studies*, Londres, vol. 41, n° 4, 2005, p. 547-560, et « Visual Narration of a Nation », *Studies in Ethnicity and Nationalism*, ASEN, London School of Economics, Londres, vol. 4, n° 2, 2004, p. 2-17.

« *Telle une cavale*

venue au grand galop de l'Asie lointaine,

la tête tendue vers la mer,

ce pays est le nôtre.

Poignets ensanglantés, dents serrées, pieds nus,

et cette terre qui est un tapis de soie,

cet enfer,

ce paradis,

sont nôtres.

Que les portes des maîtres se referment,

pour ne plus jamais s'ouvrir,

supprimez l'esclavage de l'homme par l'homme,

cette invite est la nôtre...

Vivre seul et libre comme un arbre,

et fraternellement comme une forêt,

cette nostalgie est la nôtre... »



Dessin : Abidin Dino

« L'Épopée de la Guerre d'indépendance
(Kuvayi Milliye Destanı) » de Nâzım Hikmet.

Cette commémoration est le fruit de la collaboration du Cermom–Inalco et des éditions Turquoise. Aucune aide privée ou gouvernementale n'a été perçue : cet événement se veut avant tout académique, culturel et, comme son nom l'indique, tout à fait indépendant.

Crédits iconographiques : illustration de couverture réalisée par Turquoise (Mustafa Kemal (Atatürk) et les cavaliers turcs) ; Abidin Dino (*L'Épopée de la Guerre d'indépendance*) : p. 2, 9, 24 ; Cihan Oktay : p. 5, 12, 18 ; François Georgeon (*Güleriüz*, 24/05/1921), p. 7.

